



## Un protocole renforcé et les moyens pour le mettre en place : un enjeu de santé publique

Le « On est prêts » asséné par Blanquer est une contre-vérité. En choisissant **de ne pas investir un seul euro supplémentaire dans l'Education Nationale** le gouvernement se contente d'un protocole soi-disant *renforcé* ...à géographie variable et au cas par cas. Résultat : dans de nombreux établissements privés sous contrat et alors que la crise sanitaire s'aggrave de jour en jour, la mise en place de ce protocole se traduit par : **soit travailler plus, soit ne rien changer.**

La fermeture généralisée des établissements scolaires entrainerait des conséquences particulièrement lourdes en matière d'inégalités sociales et de décrochage scolaire. Pour préserver – avec tou·tes les élèves - un lien pédagogique plus efficace que par l'école en distanciel, il est donc indispensable que les établissements restent ouverts.

**Mais cela ne peut se faire au détriment de la santé et de la sécurité des personnels, des élèves et de leurs familles.**

**Pour cela, il est urgent de renforcer le protocole sanitaire sans en faire peser la charge sur les personnels**

### Nos revendications :

- Un **recrutement massif** pour que le « si possible » soit possible :
  - de personnels OGEC, AEP, Diwan... pour l'entretien, la restauration, l'administration et la vie scolaire
  - d'enseignant·es pour en finir avec les non-remplacements dans le 1<sup>er</sup> degré comme dans le 2<sup>nd</sup> degré
- La **fin du bénévolat** destiné à pallier le manque de personnels, notamment **dans le 1er degré**,
- La **suspension des 108 heures**, notamment des APC, durant le temps du confinement.
- Le passage à un **fonctionnement en demi-groupe** sans recours au cumul présentiel/distanciel au-delà des obligations de service des enseignant·es.
- La prise en compte **des personnels vulnérables** ou vivant avec des personnes vulnérables.
- L'abrogation du **jour de carence** et la reconnaissance du Covid comme **maladie imputable au service**. Il est inacceptable que les personnels payent le prix d'être malade !
- la **fin des injonctions chronophages et/ou contradictoires** par le Ministre, l'administration et nos directions.
- La mise en œuvre immédiate de mesures sur le plan pédagogique notamment **l'aménagement des programmes et un nouveau calendrier du bac.**
- La **fourniture gratuite des masques** les plus protecteurs **pour les personnels et les élèves.**
- Un **dépistage** massif et régulier des personnels et des élèves.

La CGT-Enseignement privé Bretagne, le SUNDEP Solidaires Bretagne et FO-SNFOEP Bretagne appellent l'ensemble des personnels salarié·es, AESH et enseignant·es à **faire grève et à se réunir en AG le mardi 10 novembre.**

Un préavis de grève a aussi été déposé pour l'ensemble du mois de novembre

**LE 10 NOVEMBRE : GRÈVE SANITAIRE**

**(AG, manifs, rassemblement : modalités à retrouver sur nos sites respectifs)**